1109 100

AUJOURD'HUI

N° 68
8 AU 21 SEPT. 2000
1 FRANC
ISSN 1423-7946
BIMENSUEL LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT!** AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. **Abonnements** : tél. & fax (int+4122) 734 29 22 ou email direct_ait@tao.ca

Un été pourri...

CET ÉTÉ 2000 RESTERA-T-IL DANS LES MÉMOIRES COMME CELUI DE TOUTES LES CALAMITÉS ? On se souviendra sans doute du Concorde, ou du sous-marin Koursk et peut-être même de certains attentats meurtriers qui paraissent de plus en plus insensés. Mais qui pense encore aux autres catastrophes aériennes, aux milliers de morts sur les routes, etc. ? Comment se fait-il que nous acceptions si facilement cette hécatombe permanente ? La mémoire est sélective et de plus en plus oublieuse. A l'heure d'Internet, on vit dans l'instantané. Qui se rappelle de la catastrophe de Patayas, cette montagne de déchets près de Manille aux Philippines, qui n'a pas résisté aux pluies et aux vents du typhon Kaitak et qui s'est écrasée sur ses habitants, le 10 juillet dernier ? On ne sait combien de personnes sont mortes. Début août, 300 corps avaient été retrouvés, mais des centaines, voire des milliers de cadavres sont restés prisonniers des ordures. Peu médiatisé, cet événement contient tous les ingrédients des grands malheurs qui risquent d'endeuiller l'avenir du XXIe siècle : marginalisation et misère, dérèglement climatique et ordures à profusion. D'un côté, il y a ceux qui vont toujours plus vite et qui ne veulent pas savoir qu'ils foncent dans le mur. De l'autre, les oubliés du progrès qui échouent à la décharge.

Malgré tout, la fête était au rendez-vous !

Ceux qui nous annoncent le retour de la croissance oublient de préciser que les inégalités entre les riches et les pauvres continuent de s'accroître. 80 % des habitants de la planète n'ont que 20 % des ressources mondiales à se partager. Les 20 % des plus pauvres ne détiennent que 1 % des richesses. Dans un monde où l'on tolère cette misère, où l'on accepte que des enfants vivent en fouillant les ordures, faut-il s'étonner que le repli identitaire, « ethnique », religieux ou autre, apparaisse à certains comme la seule forme de résistance collective face à l'individualisme forcené de la logique capitaliste ?

Pour en revenir aux intempéries, de plus en plus de spécialistes admettent que la pollution atmosphérique est en train de modifier le climat. Sans verser dans le sensationnalisme, on est obligés de reconnaître que le réchauffement de la planète se poursuit. Si l'on en croit le rapport de 1995 du Comité intergouvernemental sur les changements climatiques, il faut s'attendre à une nouvelle augmentation des températures d'au moins 2 °C (peut-être même 3,5C°) au cours du siècle qui vient. Les conséquences prévisibles sont connues : une montée des eaux des océans de 50 centimètres ou plus entraînera le déplacement de millions de personnes vivant au niveau de la mer. Les cyclones, les tempêtes, tout comme les grandes sécheresses vont se multiplier et avec ces dernières, les gigantesques incendies incontrôlables, comme en ce moment aux Etats-Unis (2 millions d'hectares brûlés depuis le début de l'année). Entre 1996 et 1998, plus de 3 millions d'hectares de forêt brésilienne ont brûlé, à peu près autant en Mongolie et 4 millions et demi en Asie du Sud-Est*. Or ces incendies monstres produisent du gaz carbonique en quantité. Ajoutés à la pollution par les hydrocarbures, ils ont une influence directe sur le réchauffement qui favorise les sécheresses, donc les prochains incendies. C'est le cercle vicieux.

Les calamités de l'été nous rappellent que la misère d'une grande partie de l'humanité et l'absence de respect pour la nature participent de la même logique : une logique d'exploitation capitaliste qu'il est illusoire d'imaginer pouvoir contrôler ou entraver dans un seul pays. Au risque de passer pour des ringards, nous pensons que l'internationalisme, la solidarité entre les exploités de tous les continents, constitue toujours le préalable nécessaire à une remise en cause globale du système actuel.

M. ARGERY

* A titre de comparaison, la superficie de la Suisse est de 4 millions d'hectares !

Un phénomène jamais observé auparavant par l'espèce humaine

Au mois d'août, des scientifiques américains et des touristes qui voulaient se balader sur la banquise du pôle Nord ont eu l'incroyable surprise de trouver ce dernier parfaitement libre de glace ! Embarqués sur un brise-glace russe, ils ont tout d'abord été frappés par l'épaisseur inhabituellement fine de la couche de glace. Impossible ensuite de débarquer au pôle : le navire a dû se déplacer de près de 10 kilomètres pour trouver de la glace suffisamment épaisse pour supporter le poids de ses cent passagers. Le réchauffement de la planète est une réalité indéniable. Mais personne ne veut en assumer la responsabilité, à commencer par les industriels, gros producteurs de CO_2, qui bloquent toute initiative visant à réduire les émissions de gaz et autres produits à effet de serre. Pendant ce temps, la calotte fond...

SOMMAIRE

Revue de presse Allaitement et SIDA • Néo-nazis à l'attaque • Xénophobie ordinaire • Peine de mort
Répression Vie dure pour les squatters lausannois
Tchernobyl A chacun son cancer

Vous m'en direz tant !

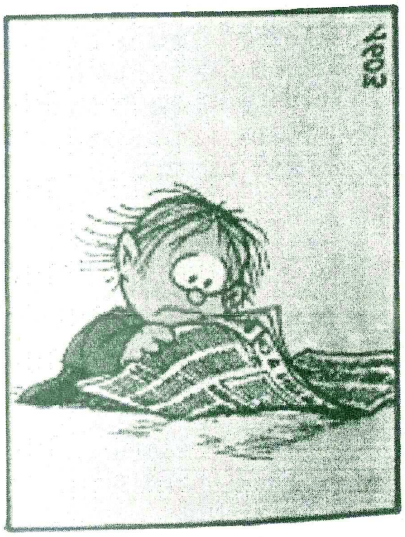
REVUE DE PRESSE • Méfions-nous des journaux en été. Déjà tout au long de l'année, les reportages dans lesquels l'absence d'esprit critique est patente sont légion. Mais en juillet et août, on trouve encore plus d'articles de pure complaisance.

Allaitement et SIDA

Voyons d'abord un article paru dans *Le Courrier* du 11 juillet. Intitulé « *En 2004, 80 % des bébés devraient être allaités quatre mois au moins* », ce texte de Valérie de Graffenried reprend textuellement les arguments de la Fondation suisse pour la promotion de l'allaitement maternel, sans relever les multiples contradictions des discours de ces gens. Présidée par Ruth Lüthi, la présidente du Gouvernement fribourgeois, cette Fondation est soutenue par l'Office fédéral de la santé (OFSP), l'UNICEF Suisse, des associations professionnelles (médecins, sages-femmes...), des caisses-maladie et la fameuse Leche Liga qui mène ce combat depuis des lustres. La Fondation se propose par exemple de « *veiller à ce que les pauses de l'allaitement soient bien comptées comme temps de travail* » comme la loi le prévoit. Sur ce point, on aurait pu s'interroger sur la réalisation pratique d'une telle réglementation : comment faire si on n'a pas de crèche dans l'entreprise ou de grand-mère bienveillante qui amène le bébé au bureau ou à l'usine quatre fois par jour ? Ces gens ne feraient-ils pas mieux d'exiger un congé maternité ? Ne va-t-on pas une fois de plus culpabiliser les mères qui travaillent, celle qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas allaiter leur bébé ? Derrière une argumentation "scientifique" (l'allaitement permet de prévenir certaines maladies), n'est-on pas une fois de plus en train de dire aux mères que leur place est au foyer ?

Mais là où l'absence de lucidité nous paraît la plus grave, c'est sur la question du SIDA. Comment ne pas voir la terrible contradiction dans laquelle pataugent Thomas Zeltner le directeur de l'OFSP et Wolfgang Wörnhard le président d'UNICEF Suisse, dont la journaliste restitue les propos ? Pour le premier, « *le risque de contamination par ce biais est moins important qu'on le croit* ». D'ailleurs, « *en Suisse, il représente moins de 0,3 %* ». Pour le second, « *d'après ce que l'on sait aujourd'hui, seul un enfant sur sept dont la mère est sidéenne serait contaminé du VIH parce qu'il est allaité par sa mère* ». Un sur sept ! cela fait plus de 14 %, cherchez l'erreur... On peut penser que, dotées d'un simple bon sens, les mères atteintes par le virus du SIDA évitent, en Suisse, à l'heure actuelle, d'allaiter leurs enfants ; ce qui expliquerait le faible taux de contamination par ce biais dans notre pays. Que des "experts" leur demandent de faire le contraire est simplement criminel. Les statistiques de la santé publique, sur lesquelles s'appuient ces "spécialistes" mesurent-elles la souffrance d'une mère qui transmet le SIDA à son bébé ?

L'article évoque le problème du Tiers Monde dans lequel le lait en poudre, utilisé dans de mauvaises conditions d'hygiène a fait des ravages. Certes, c'est un scandale que Nestlé en fasse la promotion là où les gens n'ont pas d'eau potable. Mais dans le contexte du SIDA, peser le pour et le contre de l'allaitement maternel est aussi assez cynique. Les organisations "humanitaires" ne se donnent-elles pas un peu trop facilement bonne conscience ? Ne devraient-elles pas reconnaître qu'à défaut d'un changement fondamental du système, elles en sont réduites à gérer la misère, au mépris de la vie de certaines personnes condamnés statistiquement d'avance ?



Néo-nazis = néo-punks ?

Des fois, certains papiers sont chapeautés par des titres sensationnels, comme cet article du *Temps* du 25 juillet : « *Le combat des néo-nazis et des néo-punks met les nuits bernoises sous tension* ».

Qui ne lirait pas l'article pourrait croire que des bandes rivales se battent dans les rues. En fait, François Otheniner-Girard nous décrit d'abord la barbare agression armée dont a été victime, dans la nuit du 9 au 10 juillet, le squat Solterpolter, contre lequel un militant d'extrême droite a tiré plusieurs chargeurs de son fusil militaire... Sont également décrites deux précédentes agressions de skins contre ce squat occupé par des « *anarchistes* » et des « *néo-punks* ». La seule bagarre évoquée a été évitée ! Elle aurait pu se produire, selon le journaliste, en janvier 2000 lors de la « *promenade antifasciste* » où la police s'est interposée et a interpellé 102 néo-nazis. Pourquoi l'article ne s'intitulait-il pas : antifascistes et squatters bernois agressés par des néo-nazis ?

Xénophobie : c'est la faute de la gauche !

Les discours populistes du genre Blocher sont en train de déteindre sur certains journalistes. Dans *24 heures* du 19 août, Denis Barrelet prétend que « *la montée de la droite nationaliste, en Suisse, est aussi en bonne partie imputable à un refus de la gauche de voir la réalité en face* ». Selon ce journaliste, la gauche étouffe le débat car elle refuse « *de reconnaître qu'une arrivée trop importante de personnes venues d'ailleurs peut avoir des effets perturbateurs* », qu'« *il y a des lois naturelles* » et que « *les aspects écologiques liés à une population qui augmente vite ne doivent pas non plus être négligés* ». Vous avez bien lu : les étrangers ça pollue.

Par ailleurs, la gauche servirait les intérêts de « *la droite économique* » en lui permettant « *depuis des décennies, d'obtenir l'ouverture des frontières à de la main-d'œuvre bon marché* ». Barrelet semble partager l'idée blochérienne suivant laquelle il y aurait des socialistes dans tous les partis. Il s'en prend aux interventions de Ruth Metzler et de Pascal Couchepin à qui il reproche de « *célébrer pour la énième fois les réalisations qui n'existeraient pas sans les étrangers* ». Ainsi « *les auteurs de l'initiative* ont raison sur un point : on ne peut pas compter sur le Conseil fédéral pour éviter à la Suisse une immigration massive à l'avenir. Son seul critère, c'est celui de l'économie et de ses besoins* ».

Le discours de Barrelet fleure bon le fascisme. On s'en prend au "Grand Capital" et à l'Etat qui le sert, pour mieux vendre des idées nationalistes et xénophobes. Sauf que, comme l'histoire l'a montré, quand ces gens arrivent au pouvoir, ils n'attaquent jamais les capitalistes de front, mais s'en prennent toujours à des boucs émissaires (Juifs...) Mais reprenons point par point. Tout d'abord il n'y a pas de « *loi naturelle* » suivant laquelle, à partir d'un certain chiffre, il y aurait trop d'étrangers. Au contraire, c'est là où il y a le moins d'étrangers que les gens sont les plus xénophobes. À partir d'un certain seuil, tout le monde a au moins un membre de sa famille, des amis, des camarades... étrangers et l'envie de les mettre à la porte diminue, c'est humain.

La Suisse est-elle surpeuplée ? Faut-il voir là les causes de la pollution ? Certes, la société de consommation produit des déchets en quantité, la recherche du profit est en contradiction avec le respect de la nature. Cela dit, la concentration de la population dans notre pays est le pendant "naturel" de la concentration du capital réalisée par les banques. Les gens viennent là où il y a de l'argent, là où sont réalisés des investissements qui créent des emplois, là où il y a des riches qui peuvent s'offrir des services... C'est jusqu'ici une "loi" du système capitaliste.

Les étrangers sont-ils responsables des bas salaires ? Ce que l'on peut dire sur ce point, c'est que moins les travailleurs étrangers ont de droits, plus ils sont corvéables. Une limitation légale de leur nombre ne fera qu'augmenter celui des personnes sans papiers qui subissent la pire exploitation, parce qu'elles n'ont aucun droit. À nos yeux, la vraie question n'est pas de savoir si "notre" économie a besoin de l'apport de telle quantité ou de tel type de main-d'œuvre étrangère, comme en débat la classe politique. Mais de décider si nous voulons nous battre contre les étrangers en nous associant aux forces les plus réactionnaires de ce pays, ou si nous voulons lutter avec nos collègues, nos voisins... quelle que soit leur nationalité, contre les vrais profiteurs : les capitalistes, les promoteurs, les bureaucrates...

* n.D.L.R. : initiative "des 18 %"

Silence, on tue !

Aux Etats-Unis, on continue à assassiner dans les prisons. Quelques voix s'y élèvent pour réclamer une application plus "humaine" de la peine de mort, par exemple qu'on évite d'assassiner des innocents. Mais peu remettent en cause le principe de la peine capitale. En Suisse, l'opinion penche (encore) en défaveur de l'assassinat légal. A l'occasion de la mort d'Oliver D. Cruz, handicapé mental exécuté début août au Texas, *Le Matin* publie l'interview d'une Romande qui entretenait une correspondance avec lui. Ce témoignage prouve, une fois de plus, que les hommes et les femmes ayant commis des crimes graves sont susceptibles de changer profondément, ce que nient farouchement les partisans de la peine de mort pour qui l'humanité se scinde en bons et méchants. Cet article du *Matin*, à verser au bénéfice de la cause anti-peine de mort, possède son revers : en effet, l'éditorial précise dans quel sens il faut lire l'article. Sous le titre de « *Ils paient aussi de leur personne* », Blaise Willa écrit : « [contre la peine de mort] *certains ont fait le choix de se mouiller. Pas en courant dans les rues ni en criant plus fort que les autres, calicot en main. Non, simplement, en payant de leur personne, discrètement, à l'ombre des regards, un crayon entre les doigts* [...] ». Voilà un message clair, qui indique la vraie manière de mener les luttes ! En silence, et chacun dans son coin ! Shhhht, pas si fort !

M. A & Y. U.

Solidarité avec la Tchétchénie

Nous avons, avant l'été (AUJOURD'HUI n° 67), relayé et soutenu l'appel à la solidarité contre la guerre en Tchétchénie lancé par des camarades moscovites regroupés au sein d'un collectif pacifiste et antimilitariste. La collecte de fonds organisée en Suisse par nos soins a rapporté pour l'instant la somme de 760 francs, somme qui a déjà été versée au collectif russe. Que soient ici remerciés les donateurs. La collecte reste cependant ouverte, et vos dons sont les bienvenus au CCP Direct! 1201 Genève, 17-574134-6, mention Tchétchénie. Quant aux personnes intéressées à la création et au suivi d'un comité suisse de soutien, elles peuvent contacter Direct! à Genève, ou écrire à "Réflexions sociales", case postale 172, 1000 Lausanne 6 Ouchy.

Le yoyo syndical

C'est la rentrée. Avec l'automne, s'ouvre également la saison des négociations des CCT. Syndicats et patrons s'assoient donc à la même table. A Genève, dans le secteur du commerce du détail, la nouvelle CCT a déjà été signée et est présentée, par les syndicats, comme une « avancée essentielle »*. Hors rapport de force, comment les leaders syndicaux s'y sont-ils donc pris pour obtenir ces concessions de la part des patrons ? Fidèles à la bonne politique suisse du donnant-donnant, ils ont accepté que les horaires d'ouverture des magasins soient tout simplement prolongés tous les jours en soirée, et notamment le jeudi, transformé en « véritable nocturne ».

Nous attendons avec angoisse la prochaine victoire syndicale : l'ouverture des magasins le dimanche.

* La CCT fixe le salaire brut minimum à 3180 francs ; elle inclut une indexation automatique et fixe la durée hebdomadaire du travail à 42 heures. *Le Temps* du 18 août 2000.

L'UDC chahutée à Genève

Des manifestants ont clamé leur réprobation aux délégués UDC réunis fin août en congrès à Palexpo. Lors de leur sortie du bâtiment, ces derniers ont été accueillis à coup de mottes de terre et de géraniums. Au langage des fleurs, quelques UDC ont préféré une verve fascisante de bon aloi : entre quelques références à l'odeur, supposée forte, des « gauchistes », se sont glissés quelques substantifs figurant en bonne place au top-ten de la réthorique brune : vermine, racaille...

Je m'abonne à Aujourd'hui !

	normal	soutien
12 n° :	15.- ☐	25.- ☐
24 n° :	30.- ☐	50.- ☐
48 n° :	60.- ☐	100.- ☐

Nom _____
Rue _____
NPA/Ville _____

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574134-6. **Envoyer à :** DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.

Squatts sous pression

RÉPRESSION • A Lausanne, les squatters et leurs sympathisants sont toujours dans la ligne de mire des autorités municipales qui utilisent la tactique bien connue de la carotte et du bâton. Sauf que les carottes ont tendance à rétrécir et les coups de bâtons à être de plus en plus fréquents.

Comme c'était prévisible, les squatters de Prélaz ont été expulsés manu militari et leurs locaux de spectacle et d'habitation ont été détruits par les bulldozers. Pour permettre la reprise d'activités culturelles, un local (l'ancienne « Dolce vita ») a été mis à disposition par la Commune à la rue Cézar-Roux 30. Mais cette « carotte » s'accompagne de beaucoup de répression policière. Lors de l'expulsion de Prélaz, 150 policiers en tenue anti-émeute accompagnés de chiens etc. se sont donnés en spectacle pour faire sortir une dizaine d'occupants pacifiques. Plusieurs personnes ont été amenées à l'Hôtel de police, interrogées et fichées. Un des squatters a été présenté au juge et inculpé de violation de domicile et d'émeute.

Mais le zèle des forces répressives ne se limite pas à cette affaire. De nombreuses arrestations ont eu lieu lors du passage du Tour de France, plusieurs personnes ont été inculpées parce qu'elles auraient été reconnues à la Street party de juin ou lors de l'occupation du squat de la Cité. Par ailleurs, trois personnes sont passées devant le tribunal de police, le mercredi 9 août, à cause de leur participation à une fête organisée en 1997 pour commémorer la destruction de la villa Primerose qui avait abrité le premier Espace Autogéré. De graves accusations, telles que « provocation publique au crime et à la violence... » étaient portées contre ces personnes. Mais les policiers ont été incapables de prouver les faits! Finalement l'un des manifestants a été condamné à cinq jours d'emprisonnement avec deux ans de sursis pour « instigation et opposition aux actes de l'autorité » et cela pour avoir demandé aux gens, par mégaphone, de « rester groupés ». Le juge a estimé que c'était une tentative de soustraire la foule à des contrôles d'identité.

Avec cette condamnation pour l'exemple, les arrestations arbitraires et inculpations de ces derniers mois, il semble clair qu'en haut lieu on essaie de réduire le mouvement. La tâche ne sera peut-être pas très facile. Aux dernières nouvelles une maison a été occupée dans le quartier de Chailly par les indiens et pirates de feu Prélaz. L'occupation de la Cité et celle de Tivoli 42b se poursuivent.

M. Argery

avec des infos glanées dans T'OKUP' août 2000.

Le temps des cancers

TCHERNOBYL • Nous publions ci-dessous un article paru dans la revue *Silence*, qui revient fort à propos sur l'accident nucléaire de Tchernobyl et ses nombreuses conséquences, que les autorités, le monde politique et économique, et la presse oublient très opportunément

Quatorze ans après l'accident de Tchernobyl, la région Rhône-Alpes devrait mettre en place, cet automne, un registre des cancers de la thyroïde. Mieux vaut tard que jamais.

Certains médecins doutent encore de l'influence du nuage de Tchernobyl sur ce type de cancer, expliquant que la hausse est continue depuis les premières données en 1965. Il est effectivement probable que la hausse des cancers dans nos régions remonte à des dates antérieures au nuage de Tchernobyl. D'autres nuages nous ont contaminés avant : jusqu'en 1963, des essais nucléaires militaires atmosphériques ont eu lieu en plein air (jusqu'en 1961 pour la France dans le Sahara) et au moment de l'interdiction, la radioactivité dans l'air était neuf fois supérieure dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, les courants d'air ne se mélangeant pas.

Pour ce qui est de la seule région où des données sont précises, la région Champagne-Ardennes, le nuage de Tchernobyl a provoqué une modification de l'âge des malades. Alors que l'on avait auparavant plutôt une maladie de femmes âgées, on constate une multiplication par quatre des cancers chez les jeunes hommes de 19 à 25 ans. Cela va dans le même sens que les hausses enregistrées plus près de Tchernobyl.

Mais le pire est sans doute à venir. En

effet, les cancers de la thyroïde proviennent de la fixation d'iode radioactive (iode 131) au moment du passage du nuage. L'iode radioactive a une période de vie courte et au bout d'un an, il n'était plus détectable. Il n'en est pas de même d'autres radioéléments comme le césium (Césium 137) dont la période est de l'ordre de 30 ans (diminution de moitié de la radioactivité en trente ans), et qui nous empoisonnera doucement pendant les prochains siècles. Car si sa radioactivité diminue lentement, elle peut se concentrer par endroit comme c'est le cas aujourd'hui, selon les analyses de la CRII-Rad, dans les champignons... où les taux de contamination sont en hausse constante. Dans le gibier, les mesures montrent une contamination sensiblement constante. L'altitude a également joué : la contamination est plus forte quand on s'élève, les retombées ayant été plus importantes. Dernière source de contamination trouvée : les fossés de bords de route où l'eau de pluie s'est écoulée peuvent présenter des taux de contamination importants : ne pas y ramasser de pissenlits ou autres végétaux à consommer.

Le césium 137 se fixant dans les muscles et le foie, des cancers sont attendus dans ces parties du corps, mais avec un plus long délai. Combien de temps va-t-on attendre pour commencer à faire l'inventaire des cancers dans les autres parties sensibles du corps ?

Paru dans la revue SILENCE n° 259-260, été 2000

Editeur responsable Claude Cantini
Tirage 1500 exemplaires
Courrier DIRECT! Case postale 2254
CH-1211 Genève 2
Téléphone & fax int+4122 734 29 22
! NOUVEAU! Email direct_ait@tao.ca
CCP DIRECT! 17-574134-6.
Local 24, rue de Montbrillant, Genève
Internet www.tao.ca/~direct_ait